

Spéculation et lutte de classes

Michel Husson, *Regards*, septembre 2011

Ce qui se joue aujourd'hui, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, est un billard à plusieurs bandes. Les banques craignent pour leurs bilans, les Etats balancent entre désir d'austérité et menace de récession (ou d'explosion sociale), les entreprises reconstituent leurs profits, les spéculateurs spéculent, et les actionnaires dépriment. Ni les institutions européennes, ni Obama ne sont capables de faire le tri et de définir une orientation précise : ils parent au plus pressé, au bord du gouffre. La dette publique devient le lieu où se polarisent ces intérêts divergents et contradictoires.

Qui décide aujourd'hui, sinon Standard & Poor's, l'agence de notation qui a dégradé la note de la dette des Etats-Unis ? C'est assez « dur à avaler » de la part du « gang qui avait noté AAA des milliers de titres toxiques », comme l'écrit Doug Henwood dans *Left Business Observer*. Mais cette décision n'a aucun sens économique, et il faut plutôt l'interpréter comme une injonction adressée aux gouvernements d'avancer plus résolument sur la voie de l'austérité. L'OCDE est là pour préciser les cibles qui sont clairement désignées dans ses dernières *Perspectives économiques* : « relèvement de l'âge de la retraite » et « adoption des pratiques optimales en matière de prestations de soins de santé et d'enseignement ». Traduisez : réduction des dépenses sociales. Tel est le programme que les « marchés financiers » entendent imposer aux gouvernements. Et ils y réussissent : « rassurer » ces fameux marchés financiers équivaut exactement à se coucher devant eux, tant il est clair aujourd'hui qu'aucune mesure n'a été réellement prise pour les mettre au pas.

L'enjeu de la crise de la dette est au fond le suivant : des couches sociales étroites ont, pendant deux décennies au moins, accumulé une richesse financière aujourd'hui menacée. C'est ce magot qu'il s'agit aujourd'hui de préserver, en le gageant sur la régression sociale. Derrière les dettes, il y a donc un nouvel épisode de la lutte des classes, sous une forme dérivée mais non moins violente. Mais, du côté des classes dominantes, elle se mène dans une assez grande désorientation : la défense forcenée des intérêts à court terme fait obstacle à la recherche d'une régulation du capitalisme relativement stabilisée. Et la généralisation des programmes d'assainissement a déjà commencé à bloquer la reprise.